



Communiqué de presse. Bruxelles, le 22 mars 2012

Les Accords commerciaux UE – Amérique latine ne résistent pas à l'épreuve des critères sociaux et environnementaux

Bruxelles, le 22 mars 2012. Les réseaux de la société civile ALOP, CIFCA, Grupo Sur, et ODHACO, aux côtés d'autres organisations belges et européennes, ont organisé, en collaboration avec des membres du Parlement européen, la conférence "Amérique latine: Ressources naturelles et Accords commerciaux".

Cet événement, organisé dans le cadre des débats au sein du Parlement européen sur les Accords d'association entre l'UE et l'Amérique centrale et le Traité de libre-échange entre l'UE et la Colombie et le Pérou, a pu compter sur la présence d'experts latino-américains qui ont analysé les conséquences sociales et environnementales de ces Accords, comme l'expansion de l'industrie minière et de la production de biocarburants, ainsi que leur impact sur le droit humain à l'eau.

Les activités extractives aggravent les conflits socio-environnementaux

Lors de son intervention, Tatiana Rodríguez, coordinatrice pour le domaine minier au sein de CENSAT Agua Viva - Amigos de la Tierra Colombia, a souligné que les activités extractives, qui connaîtront un essor avec la mise en place de ces Accords, fonctionnent comme des « économies d'enclave » qui concentrent la propriété foncière entre les mains de quelques-uns, créent très peu d'emplois et demandent de grandes extensions de terrain. Cette industrie est intensive en terme de capital et de machinerie mais n'a que peu, voire aucun lien, avec d'autres activités productives. Aussi, elle renforce le caractère avant tout exportateur des économies latino-américaines. Tatiana Rodríguez a affirmé qu'il n'était pas nécessaire d'avertir le Parlement européen quant aux risques environnementaux liés à l'industrie minière puisque l'Europe en a elle-même fait l'expérience lors de cas comme celui de la Hongrie, en raison du déversement de boue rouge toxiques en 2010, ou encore le cas du Parc naturel de Doñana dont le sol et les eaux contiendront à jamais des métaux lourds.

La fièvre de l'or vert, expansion des plantations de palmiers à huile et de canne à sucre

Selon Alberto Alonso-Fradejas, de l'organisation CONGCOOP (Coordination d'ONG et coopératives du Guatemala), la fièvre de l'or vert, déchaînée par la crise financière, énergétique et environnementale, ainsi que par des politiques comme la Directive sur les énergies renouvelables de l'Union européenne, a eu pour conséquence qu'« en 10 ans, au Guatemala, 29% des terres consacrées à l'agriculture vivrière et 20% de la forêt tropicale sont devenues des plantations de palmiers à huile ». En ce sens, des accords comme celui négocié par l'UE avec l'Amérique centrale, manquent de mécanismes explicites qui permettent de surveiller, dénoncer et faire face aux graves problèmes qui découlent de l'expansion des plantations de palmiers à huile et de canne à sucre.

Les Accords négociés ignorent le droit humain à l'eau

«Garantir l'accès à une eau propre et durable pour tous comme droit fondamental est un principe non-négociable en terme de développement humain. Ce critère doit être pris en compte lors de l'évaluation de l'impact des Accords commerciaux négociés, ce qui n'a pas été fait... », a souligné Carlos Zepeda, auteur du document *Eau pour la vie ou pour le commerce*. Il a ajouté que «ces Accords envisagent l'eau comme une marchandise et non comme un bien public commun». En l'absence d'institutions et d'un cadre légal qui garantissent le droit à l'eau, les populations les plus pauvres et vulnérables d'Amérique centrale, de Colombie et du Pérou souffriront directement des conséquences négatives de ces Accords.

Les Députés européens aussi expriment leur préoccupation

Les Députés européens présents à l'évènement, Catherine Bearder (ALDE), Jürgen KLUTE (GUE), Kriton Arsenis (PSE) et Andrés Perello (PSE) ont tous souligné l'importance d'approfondir le débat concernant les problèmes socio-environnementaux en Amérique latine, qui pourraient être aggravés par ces Accords. Catherine Bearder, du groupe Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe (ALDE), qui a ouvert l'évènement, a rappelé que les Etudes d'impact socio-environnementales réalisées à la demande de la Commission Européenne, mettent en garde face aux graves impacts environnementaux que provoqueront les Accords : "Nous continuerons à nous renseigner avant de voter".

Pour Jürgen KLUTE, de la Gauche Unie Européenne (GUE), "Le Parlement doit écouter les voix de ceux qui disent NON à ces Accords et tenir compte de leurs recommandations".

Les organisations à l'origine de cet événement considèrent que jusqu'à présent les graves conséquences socio-environnementales que pourraient avoir les Accords négociés n'ont pas été prises la Commission Européenne. Aussi, ces organisations s'interrogent sur ce qu'envisage de faire le Parlement européen face à cette situation avant la ratification des Accords.